

1. Préambule.

Au cours de la deuxième session parlementaire de la législature, soit au cours de la session de printemps 2020, l'extension de la pandémie coronavirus a amené à la suspension des travaux parlementaires. Le parlement a repris ses travaux en mai avec une session spéciale consacrée aux premiers débats sur les mesures spéciales covid-19 et l'adoption de règles pour le fonctionnement du parlement en mode pandémie. Les sessions suivantes ont toutes été fortement marquées par les débats et les décisions relatives aux compensations et aides économiques destinées à parer aux conséquences sociales et économiques des mesures sanitaires de lutte contre la pandémie : RHT, prestations chômage, prestations aux indépendants, aide aux entreprises aide au secteur du sport et de la culture, etc. Un bras de fer permanent qui a permis progressivement d'obtenir des prestations sociales plus étendues. Un échec toutefois, le refus de la droite de venir en aide aux locataires commerciaux.

Malgré la place prise par les enjeux liés au covid-19 avec l'adoption de la loi covid lors de la session d'automne et sa révision à la session d'hiver, le parlement a pu adopter au cours de cette année divers projets législatifs importants comme les prestations transitoires pour les personnes âgées, la loi sur le CO2 pour après 2020, l'encouragement à la culture pour 2021 à 2024, l'adoption du mariage pour toutes et tous et de la procédure facilitée du changement de sexe.

2. Mandats parlementaires

Laurence Fehlmann Rielle (LFR)

LFR préside la **Commission des affaires juridiques** du Conseil national depuis janvier 2020 (jusqu'à décembre 2021). Commission qui a eu un rôle important sur des sujets comme l'initiative sur les multinationales responsables, le mariage pour toutes et tous, la nouvelle loi sur le changement de sexe. Elle est membre de la **Commission de l'immunité**.

Elle est également membre de la **Délégation parlementaire auprès de l'Union interparlementaire** et siège au comité exécutif de cette institution.

Christian Dandres (CDa)

CDa a siégé à la **commission des finances** du Conseil national laquelle en 2020 - au-delà de son activité ordinaire de d'examen des objets proposés par le Conseil fédéral et de l'activité supplémentaire de début de législature de validation des programmes financiers (Culture, recherche, développement, l'encouragement de l'offre de logement, etc.) - a eu un rôle plus important et une activité intense dès lors qu'elle a traité toutes les aides destinées à lutter contre la pandémie de COVID-19. Avec les autres socialistes de la commission, ils ont axé les efforts pour que les aides aux entreprises s'accompagnent de contreparties sociales et environnementales. En particulier, ils ont formulé plusieurs propositions pour que les employeurs soutenus par la Confédération préservent les places de travail.

Carlo Sommaruga (CS)

CS siège au Conseil des Etats au sein de la **Commission des affaires juridique, Commission des affaires extérieures, Commission de gestion** (Sous-commission DFJP-Chancellerie fédérale ; Sous-commission Tribunaux-Ministère public de la Confédération), la **Commission du programme de législature**, ainsi que les délégations suivantes, la **Délégation parlementaire aux rapports avec l'AELE et l'UE** très active par zoom interposé, la **Délégation parlementaire à la Francophonie** et la **Délégation parlementaire aux rapports avec la France** qui est restée inactive en raison de la pandémie

3. Propositions parlementaires

LFR a déposé les objets suivants :

- Motion 20.3176 - Covid-19. Pour une meilleure reconnaissance des soins à domicile publics.
- Motion 20.3693 - Un bureau de l'égalité dans chaque canton
- Postulat 20.3558 - Au-delà du Covid-19, allons-nous agir pour réduire l'obésité ?
- Postulat 20.3657 - Pour un respect intégral des droits des personnes handicapées
- Postulat 20.4113 – pour une loi qui concrétise la convention d'Istanbul (protection contre la violence faite aux femmes).
- Interpellation 20.4418 - Covid-19 et les dangers de la consommation de tabac et de nicotine.
- Interpellation 20.3781 - Situation post-Covid-19 et alimentation saine
- Interpellation 20.4212 - Les médicaments Avastin et Lucentis font encore parler d'eux.
- Interpellation 20.4273 - Application de la loi sur les jeux d'argent. Des correctifs sont indispensables.
- Interpellation 20.4386 – Stérilisation de femmes avec déficiences mentales. Etat des lieux.
- Interpellation 20.4680 – La dirigeante birmane Aung San Suu Kyi refuse de libérer des prisonniers politiques.

Elle a aussi déposé un certain nombre de questions à l'heure des questions en particulier sur des problèmes liés aux droits humains dans un certain nombre de pays et la position de la Suisse. A noter que le postulat 19.3910 – « Santé des femmes : pour une meilleure prise en compte de leurs spécificités » a été accepté par le Conseil fédéral et voté par le Conseil national en juin 2020.

CDa a déposé les objets suivants :

- Initiative parlementaire 20.450 - Attribution du logement de la famille en cas de décès du locataire
- Initiative parlementaire - 20.449 - Adhésion au bail du conjoint du locataire
- Initiative parlementaire - 20.419 - Délai d'épreuve en cas de défaut de paiement
- Initiative parlementaire 20.502 - Mesure de soutien aux intermittent-e-s du spectacle et de l'audiovisuel. Pour le sauvetage de la culture et de celles et ceux qui la font
- Motion 20.4621 - Les petit-e-s indépendant-e-s doivent pouvoir restituer leur local commercial sans être ruiné-e-s
- Motion 20.453 - Pour instituer un droit pour les personnes mourantes d'être accompagnées dans leurs derniers instants
- Motion 20.453 - Pour une protection efficace des travailleur-euses vulnérables, remettre en vigueur la norme prévue à l'article 10c de l'Ordonnance 2 Covid-19
- Motion 20.4518 - Compléter la formule officielle de résiliation du bail et celle de modification/hausse du loyer pour mieux protéger les locataires
- Motion 20.4065 - La Suisse doit oeuvrer à la résolution des litiges collectifs de travail au sein de l'ONU
- Motion 20.3257 - Pour un soutien social et cohérent aux indépendantes et aux salariées frappées par la crise
- Interpellation 20.462 - Lorsque la faim est à la porte, les chercheur-euses s'en vont par la fenêtre
- Interpellation 20.4683 - Fermeture du dernier office postal de Chêne-Bougeries
- Interpellation 20.4243- Remboursement des vols de rapatriement

- Interpellation 20.4036 - Quelles mesures pour assurer un soutien accru et de qualité pour les chômeurs et chômeuses confrontés à la crise?
- Interpellation 20.4026 - Valeurs patrimoniales de l'ancien roi d'Espagne. Quelles mesures ont été prises par le Conseil fédéral pour s'assurer du respect du cadre légal et de la restitution d'éventuels biens mal acquis ?
- Interpellation 20.3884- Franchissement des frontières durant les mesures pour lutter contre la pandémie de Covid-19
- Interpellation 20.3739 - Distribution matinale et dominicale des journaux. Pour un service universel sans dumping

Il a déposé diverses questions pour l'heure des questions sur des thèmes d'actualité sociaux, migratoires, etc.

CS a déposé les objets suivants :

- Initiative parlementaire 20.474 - Réforme pour des autorités de poursuite pénale fédérales renforcées et plus efficaces
- Initiative parlementaire 20.506 - SSR. Pour un contrôle de gestion externe et public
- Motion 20.342 - Pour l'interdiction de l'importation de marchandises issues du travail forcé
- Motion 20.3754 - Adoption d'une procédure fédérale pour que les musées de Suisse participent à la restitution des biens culturels enlevés à l'époque coloniale
- Motion - Sommaruga Carlo- 20.4252 Pour un bouclier légal et technique contre les effets extra territoriaux de sanctions unilatérales d'Etats tiers
- Motion - 20.3908 Pour un nouvel élan dans la mise en oeuvre effective des droits politiques par voie électronique
- Postulat 20.4464 Guerre du Haut-Karabakh. Clarifier le rôle de Oscar (Suisse) dans le financement de la guerre.
- Interpellation 20.3427- Importations israéliennes en provenance des colonies israélienne en Palestine. Pourquoi tant d'intransparence consolidant une situation violant le droit international ?
- Interpellation 20.3426 - Pour une économie responsable, bienveillante et durable. Favoriser les indicateurs et les politiques en faveur du bien-être
- Interpellation 20.4577- Traité de l'ONU interdisant les armes nucléaires. Le Conseil fédéral entend-il respecter la volonté du Parlement ?
- Interpellation 20.4174 - FMI. Demande de crédit de la Bolivie violant les règles démocratiques, approuvée par la délégation suisse. Clarifier les faits, assurer la transparence
- Interpellation 20.4167- Israël et Palestine. Clarification nécessaire de la position de la Suisse
- Interpellation 20.3907- Pour une collecte harmonisée des données fiscales cantonales permettant des évaluations complètes de la politique fiscale de la Confédération, notamment en matière d'amnistie
- Interpellation 20.3755 Racisme. Le Conseil fédéral doit enfin envoyer un signal contre le racisme historique, implicite et sous-jacent en Suisse

4. Intergroupes parlementaires

Les intergroupes parlementaires sont des regroupements de parlementaires de tous bords politiques qui approfondissent des thèmes particuliers. Cette année en raison des restrictions d'accès au parlement, les limites quant aux regroupements et la fermeture des restaurants ils ont été peu actifs.

LFR participe aux intergroupes parlementaire suivants : Genève internationale, Femmes, Santé sexuelle, Violences faites aux femmes et égalité, Consommateur-trice.s, Relations avec le peuple kurde, Amitié Suisse-Arménie, Contre le racisme et la xénophobie, Santé mentale, Questions liées à la vieillesse, Politique familiale, Personnes handicapées, Plurilinguisme, Suisse-organisation des Nations Unies et Tibet, Suisse -Sahara Occidental.

CS assume la co-présidence des groupes suivants : Solidarité internationale (aide au développement), Droits de l'homme, Genève internationale, Suisses de l'étranger, Suisse – Arménie, Suisse Palestine et Relations avec le peuple kurde. Il participe à divers autres groupes.

5. Participation à des entités fédérales extra-parlementaire

LFR est Vice-présidente de l'association **Helvetia Latina** qui a pour but de promouvoir les langues latines au parlement et dans l'administration fédérale. Depuis deux ans, l'association marque en septembre la journée du plurilinguisme et à cette occasion les parlementaires s'efforcent de faire une partie de leurs interventions dans une autre langue que la leur et un certain nombre d'activités sont organisées dans l'administration. Elle est membre du **Comité consultatif sur les soins à domicile** qui suit et défend les objets liés à la défense des soins à domicile. De plus, elle est en contact régulier avec l'IMAD.

CS participe au **Conseil des Suisses de l'Etranger** (CSE) qui est le parlement des Suisses et Suissesses de l'étranger, à la fondation de l'Institut suisse de Rome chargé de la promotion de la culture suisse et de la recherche suisse en Italie. Il est **également** membre du **Conseil consultatif de SQS** qui est un regroupement d'entités actives dans le controlling.

6. Participation à des instances internes du PSS

LFR représente le Groupe socialiste auprès du PS60+ et de l'assemblée des délégué-e-s du PSS.

CS est membre du comité du Groupe socialiste aux Chambres fédérales

7. Engagements associatifs

LFR préside le Réseau Romand ASA (handicap mental), l'Association Suisse-Birmanie et l'Université Populaire Albanaise (UPA) et elle est membre du comité de la Licra-Genève.

CDa est membre du comité de l'**ASLOCA Suisse**. Il est également membre du comité de l'AVIVO Genève.

CS assume la Présidence nationale de l'**ASLOCA Suisse** et de **Solidar Suisse**. Il est membre du Conseil de fondation de **SWISSAID**. Il est membre actif de diverses autres associations.

Pour les élu-e-s socialistes genevois aux Chambres fédérales :

Carlo Sommaruga

Genève/Berne 8 mars 2021